

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2598

25 septembre 2014

SOMMAIRE

Artifex Luxembourg S.A.	124669	Russian Mortgages Capital S.A.	124659
Boulangerie-Pâtisserie "WELCOME PLUS SA"	124666	Saint Cyprien S.A.	124667
Commodore European Investment Co. I S.à r.l.	124670	Salisbury Kard S.à r.l.	124665
Commodore French Industrial Investment Co I S.à r.l.	124670	Savi SCI	124668
Eurolizen SA	124660	SGG S.A.	124667
Europa Iron S.à r.l.	124660	SHCO 77 S.à r.l.	124667
Excelsia 9 Lux Holding S.à r.l.	124659	Silicon Motion Technology (Luxembourg) Limited	124660
Mabledon Holdings UK S.à r.l.	124677	Sireo Immobilienfonds No. 5 Libero II Beta S.à r.l.	124661
Mangrove IV GP S.à r.l.	124682	Sireo Immobilienfonds No. 5 Libero IV Delta S.à r.l.	124661
Muscadet S.A.	124669	SK-MAT S.à r.l.	124704
Muzinich European Private Debt Fund ..	124691	Smetana Investments S.à r.l.	124662
Niel Finance & Services S.A.	124669	Société Luxembourgeoise ETAM	124669
Nomads Associated S.à r.l.	124673	Soluxol	124665
Odyssey Financial Technologies S.A.	124704	SRV Investments S.à r.l.	124668
Orgal S.A.	124663	STS Medical Group S.à r.l.	124664
Otito Properties S.A.	124663	Stugalux S.A.	124658
Pala Real Estate S.à r.l.	124665	Suez Energy International Luxembourg S.A.	124658
Pareast S.à r.l.	124663	Sustainable Private Equity Portfolio 08/09 - FTL S.C.A., SICAR	124662
Partners Group Private Markets Credit Strategies S.A.	124666	Sydenham Holding S.à r.l.	124661
PBW II Real Estate S.A.	124663	Takajo	124659
Pinecreek Capital S. à r.l.	124666	Tamagro Sàrl	124662
Pothar Investments S.A.	124666	Tanorlux s.à r.l.	124662
Private Equity Global Select IV, Sicar S.C.A.	124658	Tapeten Vertrieb S.A.	124676
Private Equity Global Select V S.C.A., SICAR	124658	Teyg B.V./S.à r.l.	124668
Prostar S.A.	124664	Threadneedle International Property Fund	124662
QPD Holdings S.à r.l.	124665	Timberland Luxembourg Finance S. à r.l.	124661
Real Estate Alpha 2 S.A.	124703	TKS Greifswalder Strasse S.à r.l.	124661
RM Capital	124659	TKS Holding S.à r.l.	124664
RM Participations	124659	Tremise (Financing) Luxembourg	124658
Rosetabor S.à r.l.	124664		
RSR Estate Holding S.A.	124660		

Private Equity Global Select IV, Sicar S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 124.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105268/10.

(140125772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Private Equity Global Select V S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 131.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105269/10.

(140125773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Suez Energy International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 97.959.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105363/11.

(140125552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Tremise (Financing) Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 177.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Tremise (Financing) Luxembourg Sàrl
United International Management S.A.

Référence de publication: 2014105376/11.

(140125091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Stugalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2316 Luxembourg, 112, boulevard du Général Patton.
R.C.S. Luxembourg B 11.348.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 10 juin 2014

L'assemblée générale a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises Grant Thornton Lux Audit SA, ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, Pafebruch, enregistrée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 73298 pour l'exercice des comptes 2013, son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105362/12.

(140125422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Takajo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 82.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105378/9.

(140125924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Russian Mortgages Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 131.212.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014105289/10.

(140125262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

RM Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 172.465.

Par la présente, je vous présente ma démission de mes fonctions d'administrateur de catégorie B auprès de la société RM CAPITAL, inscrite sous le numéro B 172465, avec effet au 16 juillet 2014.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Michaël Dandois.

Référence de publication: 2014105298/10.

(140125280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

RM Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 172.485.

Par la présente, je vous présente ma démission de mes fonctions d'administrateur de catégorie B auprès de la société RM PARTICIPATIONS, inscrite sous le numéro B 172485, avec effet au 16 juillet 2014.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Antoine Meynial.

Référence de publication: 2014105301/10.

(140125281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Excelsia 9 Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 123.655.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 13 juin 2014

1. M. Andrew John PAINE a démissionné de son mandat de gérant A.
2. M. Omar EL ADB, administrateur de sociétés, né en Egypte, le premier novembre 1942, demeurant à 42, Chemin du Creux, 1093 La Conversion, Suisse a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Excelsia 9 Lux Holding S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014108391/15.

(140130475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

RSR Estate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 175.394.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105312/10.

(140124939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Silicon Motion Technology (Luxembourg) Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 179.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105316/10.

(140124931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Eurolizenz SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 87.058.

En date du 30 juin 2014, Mr Maarten van de Vaart, Mr Paul de Haan et Intruma Corporate Services S.à r.l. ont été réélus dans leurs fonctions d'administrateurs de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019. Mme Mireille Herbrand a également été réélue dans en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014108381/14.

(140129364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Europa Iron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.520.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.367.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société à Luxembourg en date du 10 juillet 2014

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 10 juillet 2014 qu'il a été décidé de:

- 1) prononcer la clôture de la liquidation de la Société, et
- 2) que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Pour la Société

Signes S.A.

Vincent Goy

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014108382/20.

(140129811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Timberland Luxembourg Finance S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 101.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105370/9.

(140125389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero II Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 117.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014105318/10.

(140125619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Libero IV Delta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 117.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014105319/10.

(140125620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

TKS Greifswalder Strasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.421.

Der Jahresabschluß zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

in TKS Greifswalder Strasse S.à r.l. Auftrag
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014105390/11.

(140125058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Sydenham Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 133.335.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Juin 2014.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant unique

Référence de publication: 2014105365/14.

(140125367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Tamagro Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 46, rue Pierre Krier.
R.C.S. Luxembourg B 148.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105379/9.

(140125129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Tanorlux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.
R.C.S. Luxembourg B 134.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105380/9.

(140125471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Smetana Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CZK 500.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 172.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105320/10.

(140126050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Sustainable Private Equity Portfolio 08/09 - FTL S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 139.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105328/10.

(140125876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Threadneedle International Property Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 125.741.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 juillet 2014.

Pour THREADNEEDLE INTERNATIONAL PROPERTY FUND

Société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014105387/16.

(140125007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Orgal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 57.960.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106992/10.

(140127693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Otito Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 144.328.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le 28 mai 2014 a révoqué le mandat de commissaire accordé à M. Georges Majerus. L'assemblée générale a nommé commissaire M. Johann Dumas demeurant professionnellement au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. Le mandat du commissaire prendra fin avec l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2015.

Monsieur Christian Baillet, administrateur, a changé d'adresse. La nouvelle adresse est Chalet Lauterbach, 16, Bueliweg, 3782 Lauenen, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106995/14.

(140127768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

PBW II Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 122.138.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société en date du 30 juin 2014

En date du 30 juin 2014, lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société, a été décidé ce qui suit:

- de nommer la société MAZARS Luxembourg SA, établie et ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 159.962, comme commissaire aux comptes de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société approuvant les comptes au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107017/15.

(140128118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pareast S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 26.587.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 59.685.

Par résolutions prises en date du 1^{er} avril 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Choui Min Diana Kon Kam King, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérante, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107015/15.

(140128001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

STS Medical Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.041.667,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 171.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105359/10.

(140125147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

TKS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.377.

Der Jahresabschluß zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

In TKS Holding S.à r.l. Auftrag

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014105391/11.

(140125245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Rosetabor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 119.054.

Le siège social de l'associé unique Société de gestion Financière (SGF) S.à r.l. a changé et se trouve à présent au 7A,
Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107052/12.

(140127457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Prostar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.649.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire du 4 juillet 2014

- les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 1 an
jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

Administrateurs:

- Madame Chantal MATHU, Employée Privée., née le 8 mai 1968 à Aye (Belgique) et résidant professionnellement au
412F route d'Esch L-2086 Luxembourg;

- Monsieur Olivier OUDIN, Employé Privé né le 10 octobre 1967 à Troyes (France) et résidant professionnellement
au 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, Diplômé D.E.S.S., né le 10 novembre 1962 à Differdange (Luxembourg) et ré-
sidant professionnellement au 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg;

Commissaire:

- FIN-CONTRÔLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâ-
timent F, L-1882 Luxembourg

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014107036/21.

(140128090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Salisbury Kard S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 167.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Salisbury Kard S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014107083/11.

(140127362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Soluxol, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Adames.
R.C.S. Luxembourg B 6.077.

La Société a été informée du changement d'adresse des administrateurs Monsieur Christophe BLONDEAU ayant désormais son adresse au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange, et Monsieur Romain THILLENS ayant désormais son adresse au 46, route de Luxembourg, L-7240 Bereldange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Soluxol

Signature

Référence de publication: 2014107098/13.

(140128060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pala Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Pala Real Estate S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014107833/14.

(140128409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

QPD Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 131.871.

En date du 26 juin 2014, l'associé 4CEE LIMITED, avec siège social au 1, Maria House, Avlonos, P.C. 1075 Nicosie, Chypre, a cédé la totalité de ses 250 parts sociales de catégorie A à Avestus Nominees Limited, avec siège social au Embassy House, Ballsbridge, Dublin 4, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé Avestus Nominees Limited détient:

- 450 parts sociales de catégorie A
- 50 parts sociales de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107043/16.

(140128002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pothar Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 145.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.
Un mandataire

Référence de publication: 2014107864/11.

(140128611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Pinecreek Capital S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.780,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 140.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014107840/12.

(140128800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Boulangerie-Pâtisserie "WELCOME PLUS SA", Société Anonyme.

Siège social: L-3876 Schifflange, 7, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 135.289.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Fiduciaire WBM
Experts comptables et fiscaux
Signature

Référence de publication: 2014107376/13.

(140129045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Partners Group Private Markets Credit Strategies S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 168.347.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 17 juillet 2014:

- Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. de 400, Route d'Esch, L - 1014 Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.
- Le nouveau mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 17 juillet 2014
Signatures
Un mandataire

Référence de publication: 2014107855/16.

(140129194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

SGG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 65.906.

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Stéphane HAOT, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086, Luxembourg a été nommé comme délégué à la gestion journalière avec effet à partir du 22 avril 2014 et pour une durée indéterminée.

Il assure maintenant la gestion journalière de la Société ensemble avec Messieurs Serge Krancenblum et Christiaan Van Houtven.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014108940/13.

(140129181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Saint Cyprien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 156.212.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23. Juli 2014.

Für: SAINT CYPRIEN S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014108928/15.

(140129263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

SHCO 77 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.907.

Extrait des décisions prises par les associées en date du 21 juillet 2014

1. La société à responsabilité limitée Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l. a démissionné de son mandat de gérante.

2. M. Frank PLETSCHE, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 15 juillet 1974, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A, pour une durée indéterminée.

3. M. Mark GORHOLT, administrateur de sociétés, né à Trèves (Allemagne), le 26 novembre 1980, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant A, pour une durée indéterminée.

4. Mme TESSY LANG, administrateur de sociétés, née à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 juin 1969, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B, pour une durée indéterminée.

5. M. Oliver THOMAS, administrateur de sociétés, né à Geilenkirchen (Allemagne), le 25 mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B, pour une durée indéterminée.

6. Le nombre de gérants a été augmenté de un (1) à quatre (4).

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SHCO 77 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014108941/26.

(140129710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Savi SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-4303 Esch-sur-Alzette, 26, rue des Remparts.
R.C.S. Luxembourg E 3.976.

DISSOLUTION

La société civile immobilière «SAVI» constituée le 15 octobre 2008 par acte sous-seing privé, enregistré à Luxembourg le 23 octobre 2008 réf. LSO-CV06909 a été dissoute rétroactivement au 31.12.2013 par décision de tous les associés.

Tout l'actif et le passif, ainsi que les frais et charges éventuels sont repris par les associés au prorata de leurs mises. Les comptes sociaux sont connus et approuvés. Les documents de la société seront conservés pendant un délai de cinq ans au siège de la société.

Esch/Alzette, le 10 juillet 2014.

JOMAR SàrL / MA-S-JO SCI

Signatures

Les associés

Référence de publication: 2014108931/17.

(140130473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Teyg B.V./S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.530.872,94.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 181.880.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juillet 2014

1. La liquidation de la société TEYG B.V. / S.à.r.l. est clôturée.
2. Décharge est accordée au liquidateur et au Commissaire à la liquidation pour l'exécution de leurs mandats.
3. Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Extrait certifié sincère et conforme

Merlis S.à.r.l.

Signatures

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014108976/18.

(140129917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

SRV Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 148.979.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 30 juin 2014 que:

- La démission de Monsieur Benoît BAUDUIN et Luc GERONDAL, de leur poste de gérant de classe A, avec effet immédiat, a été acceptée;

- Ont été nommés en tant que gérant de classe A, avec effet immédiat, et ce pour une durée illimitée:

* Monsieur Marc CHONG KAN, né le 24 août 1964 à Paris, France, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et

* Monsieur Livio GAMBARDELLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi, Italie, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108965/19.

(140130060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Société Luxembourgeoise ETAM, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 35, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 1.428.

Les pouvoirs de signatures autorisés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014105322/10.

(140125160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Artifex Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 74.845.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014107342/11.

(140128577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Niel Finance & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 170.641.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 24 Juillet 2014

Le Conseil d'Administration de la Société a décidé en date du 24 Juillet 2014 de transférer le siège social de la Société actuellement à L-1249 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 15, rue du Fort Bourbon à L-1660 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), 60, Grand-Rue avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 24 Juillet 2014.

Référence de publication: 2014109774/13.

(140130969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Muscadet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1335 Luxembourg, 32, rue de Cicignon.

R.C.S. Luxembourg B 164.900.

Il résulte de la réunion du conseil d'administration de la société Muscadet SA tenue le 21 mai 2014 que:

Monsieur Xavier Mangiullo, employé privé, né le 8 septembre 1980 à Hayange, France, avec adresse professionnelle au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg a été coopter administrateur en remplacement de Madame Claudia Angelini, démissionnaire.

L'élection définitive de Monsieur Mangiullo sera ratifiée lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Suite à la démission de Madame Claudia Angelini, Président du Conseil d'Administration, les membres du Conseil décident de nommer Monsieur Sergio Vandi Administrateur également comme Président du Conseil d'Administration jusqu'à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Sergio Vandi

Administrateur

Référence de publication: 2014109758/20.

(140130771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

**Commodore European Investment Co. I S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Commodore French Industrial Investment Co I S.à r.l.).**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 187.627.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of July.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Warwick European Opportunities Fund Inc., a company having its registered office at 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies, Cayman Islands, under number 270360,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) having its registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the number B187627 (the "Company").

II. The Company was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 23 May 2014, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

III. The Company's share capital is currently set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred shares (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

IV. The agenda of the meeting is as follows:

1. Change of the name of the Company from "Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l." to "Commodore European Investment Co. I S.à r.l.".

2. Amendment to article 3 of the Company's articles of incorporation as a consequence of the change of name of the Company.

3. Amendment to article 8 of the Company's articles of incorporation.

4. Amendment to article 9 of the Company's articles of incorporation.

5. Changes to the composition of the board of managers of the Company.

6. Miscellaneous.

Upon deliberation, the shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The shareholder resolves to change the name of the Company from "Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l." into "Commodore European Investment Co. I S.à r.l.".

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, article 3 of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 3.** The Company is incorporated under the name of "Commodore European Investment Co. I S.à r.l."."

Third resolution

The shareholder resolves to amend article 8 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 8.** The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, *ad nutum*, by the sole member or, as the case may be, the members. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. There may be managers of the category A (the "Managers A", each individually a "Manager A") and managers of the category B (the "Managers", each individually a "Manager B").

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote. No resolution can be passed without the approval of at least a Manager A, if applicable. The chairman of the board must be a Manager A, if applicable. In case of equality of votes, the chairman of the board, if any, shall have a casting vote.

The Managers will physically attend the Board meetings in the Grand Duchy of Luxembourg.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties. The Company will be bound by the individual signature of the sole manager or, if several managers have been appointed, by the individual signature of a Manager A or by the joint signature of two managers (at least one of whom must be a Manager A, if applicable).

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law").

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate."

Fourth resolution

The shareholder resolves to amend article 9 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 9.** The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the 1915 Law on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the manager(s) are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the manager(s) shall be taken by the members.

Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

The meetings of the members will be physically held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Any amendments of the articles of incorporation shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law."

Fifth resolution

The shareholder resolves (i) to accept the resignation of Mr. Ralph WOODFORD and Mr. Timothy Guy Powle SWEETING as Managers B of the Company with immediate effect and (ii) to appoint the following person as Manager A of the Company for an unlimited duration:

- Mr. Laurent MARASCHIN, born in Luxembourg, on 31 August 1971, with professional address at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred fifty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept juillet.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Warwick European Opportunities Fund Inc., une société ayant son siège social au 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman, KY1-1108, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Companies, Cayman Islands, sous le numéro 270360,

représentée par Mr. Henri DA CRUZ, employé, résidant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la comparante est l'associé de «Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B187627 et ayant son siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg (la «Société»).

II. Que la Société a été constituée suivant un acte notarié du notaire instrumentaire en date du 23 mai 2014, pas encore publié.

III. Que le capital de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents parts sociales, chacune d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-), toutes entièrement souscrites et libérées.

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination de la Société de «Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l.» en «Commodore European Investment Co. I S.à r.l.».

2. Modification de l'article 3 des statuts de la Société en conséquence de la modification de la dénomination de la Société.

3. Modification de l'article 8 des statuts de la Société.

4. Modification de l'article 9 des statuts de la Société.

5. Changement de la composition du conseil de gérance de la Société.

6. Divers.

Après en avoir délibéré, l'associé a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de modifier la dénomination de la Société de «Commodore French Industrial Investment Co. I S.à r.l.» en «Commodore European Investment Co. I S.à r.l.».

Deuxième résolution

Sur base de la résolution précédente, l'article 3 des statuts de la Société sera modifié pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société prend la dénomination de «Commodore European Investment Co. I S.à r.l.» »

Troisième résolution

L'associé décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués ad nutum par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Il peut y avoir des gérants de la catégorie A (les "Gérants A", chacun individuellement un "Gérant A") et des gérants de la catégorie B (les "Gérants B", chacun individuellement un "Gérant B").

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Aucune décision ne peut être prise sans l'accord d'au moins un Gérant A, le cas échéant. Le président du conseil doit être un Gérant A, le cas échéant. En cas d'égalité de voix, la voix du président du Conseil, le cas échéant sera prépondérante.

Les gérants assisteront physiquement aux réunions du Conseil au Grand Duché de Luxembourg.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus. La Société sera engagée par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un Gérant A ou par la signature conjointe de deux gérants (dont un au moins doit être un Gérant A, le cas échéant).

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intérimaires moyennant le respect des dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.»

Quatrième résolution

L'associé décide de modifier l'article 9 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi de 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises par les associés.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Les réunions des associés se tiendront physiquement au Grand Duché de Luxembourg.

Toute modification aux statuts sera décidée par l'actionnaire unique ou par l'assemblée générale des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi de 1915.»

Cinquième résolution

L'associé décide (i) d'accepter les démissions de Mr. Ralph WOODFORD et Mr. Timothy Guy Powle SWEETING en tant que gérants B de la Société avec effet immédiat et (ii) de nommer la personne suivante en tant que gérant A de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. Laurent MARASCHIN, né à Luxembourg, le 31 août 1971, avec adresse professionnelle au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare, à la demande de la comparante, que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, agissant comme indiqué ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 juillet 2014. Relation GRE/2014/2835. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014107413/188.

(140129093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Nomads Associated S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5671 Altwies, 10, rue des Sources.

R.C.S. Luxembourg B 188.704.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quinzisième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Mathieu Koutoua AKA, éducateur en formation, né le 24 mai 1988 à Lomé, République du Togo (Afrique), demeurant à 23, rue de Peppange, L-3378 Livange;

2. Monsieur Eric Alain HERBER, éducateur en formation, né le 24 avril 1987 à Luxembourg, demeurant à 1, route de Remich, L-5690 Ellange.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société aura pour objet au Luxembourg et à l'étranger, la création, la commercialisation et la vente de vêtements, l'achat et la vente d'accessoires de mode ainsi que l'organisation événementielle et publicitaire.

La Société aura également pour objet l'organisation de voyages au Luxembourg et à l'étranger.

La Société aura en outre pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation, d'achats et ventes de matières précieuses, de toute manière et encore de l'acquisition de brevets et de marques de fabriques et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur par la location ou par la vente.

Elle pourra en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toute assistance financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «NOMADS ASSOCIATED S.A R.L.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Mondorf-les-Bains.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés, déclare souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

- Monsieur Mathieu Koutoua AKA, pré-qualifié, Seize parts	16 parts
- Monsieur Eric Alain HERBER, pré-qualifié, Quatre-vingt-quatre parts	84 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).

2.- Est nommé gérant technique pour une durée indéterminée:

Monsieur Eric Alain HERBER, éducateur en formation, né le 24 avril 1987 à Luxembourg, demeurant à 1, route de Remich, L-5690 Ellange.

3.- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:

Monsieur Mathieu Koutoua AKA, éducateur en formation, né le 24 mai 1988 à Lomé, République du Togo (Afrique), demeurant à 23, rue de Peppange, L-3378 Livange.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-5671 Altwies, 10, rue des Sources.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les parties comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celles-ci doivent être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par les parties comparantes.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. K. AKA, E. A. HERBER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 16 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9112. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105189/173.

(140125330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Tapeten Vertrieb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 22, rue Alfred de Musset.

R.C.S. Luxembourg B 57.607.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014105381/9.

(140125848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Mabledon Holdings UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 260.905,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 172.352.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Mabledon Holdings UK S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of sixty-six thousand British Pounds (GBP 66,000), and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172.352 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on October 22, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial) N° 2858 dated November 24, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 4, 2013, published in the Memorial, N° 791 dated March 27, 2014.

THERE APPEARED:

- AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.972 and having a share capital amounting to twenty five thousand British Pounds (GBP 25,000) (AREIV),

hereby represented by Annick Braquet, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal; and

- Norfolk Joint Venture Limited, a company registered in England and Wales under number 08116327 and whose registered office is at Norfolk House, 31 St James' Square, London SWY 4JJ, United Kingdom (Norfolk and together with AREIV, the Shareholders),

hereby represented by Annick Braquet, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

Said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred ninety four thousand nine hundred five British Pounds (GBP 194,905) in order to bring the share capital from its present amount of sixty six thousand British Pounds (GBP 66,000) to two hundred sixty thousand nine hundred five British Pounds (GBP 260,905) by way of the issuance of (i) nine thousand seven hundred forty five (9,745) Class A Shares and (ii) one hundred eighty five thousand one hundred sixty (185,160) Class B Shares, all in registered form;

3. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 2. here above by a contribution in kind;

4. Subsequent amendment of 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase adopted under item 2. above;

5. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, in the name and on behalf of the Company, to the above changes; and

6. Miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to waive the convening notices, considering themselves duly convened and having perfect knowledge of the agenda which was communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred ninety four thousand nine hundred five British Pounds (GBP 194,905) in order to bring the share capital from its present amount of sixty six thousand British Pounds (GBP 66,000) to two hundred sixty thousand nine hundred five British Pounds (GBP

260,905) by way of the issuance of (i) nine thousand seven hundred forty five (9,745) Class A Shares and (ii) one hundred eighty five thousand one hundred sixty (185,160) Class B Shares, all in registered form.

Third resolution

The Shareholders resolve to accept and record the following subscriptions for and full payments of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon,

(1) Norfolk, prenamed and represented declares to subscribe for nine thousand seven hundred forty five (9,745) new Class A Shares, in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting of a receivable that Norfolk holds against the Company in an aggregate amount of one million two hundred seventy two thousand five hundred British Pounds (GBP 1,272,500) (Receivable 1) to be allocated as follows:

- an amount of nine thousand seven hundred forty five British Pounds (GBP 9,745) to the share capital account of the Company; and
- an amount of one million two hundred sixty two thousand seven hundred fifty five British Pounds (GBP 1,262,755) to the Class A Share Premium Account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Receivable 1 is evidenced by a certificate issued on 9 July, 2014, by Norfolk and acknowledged by the Company (the Management Certificate 1).

The Management Certificate 1 states in essence that:

- “- Norfolk is the legal and beneficial owner of Receivable 1;
- Receivable 1 is certain and will be due and payable on its respective due date without deduction (certain, liquide et exigible);
- Norfolk is solely entitled to Receivable 1 and possesses the power to dispose of Receivable 1;
- Receivable 1 is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on Receivable 1 and Receivable 1 is not subject to any attachment;
- There exist no rights by virtue of which any person may be entitled to demand that Receivable 1 be transferred to him;
- According to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, Receivable 1 is freely transferable;
- All formalities required in United Kingdom or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of Receivable 1 to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
- All corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of Receivable 1 to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of Norfolk will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which Norfolk is registered;
- Receivable 1 contributed to the Company is valued at one million two hundred seventy two thousand five hundred British Pounds (GBP 1,272,500), and since the date hereof no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company; and
- All formalities to transfer the legal ownership of the Receivable 1 contributed to the Company have been or will be accomplished by Norfolk and upon the contribution of the Receivable 1 by Norfolk to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable 1 which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code."

(2) AREIV, prenamed and represented declares to subscribe to one hundred eighty five thousand one hundred sixty (185,160) new Class B Shares, in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting of a receivable that AREIV holds against the Company in an aggregate amount of two million five hundred forty five thousand British Pounds (GBP 2,545,000) (Receivable 2) to be allocated as follows:

- an amount of one hundred eighty five thousand one hundred sixty British Pounds (GBP 185,160) to the share capital account of the Company; and
- an amount of two million three hundred fifty nine thousand eight hundred forty British Pounds (GBP 2,359,840) to the Class B Share Premium Account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of Receivable 2 is evidenced by a certificate issued on 9 July, 2014, by AREIV and acknowledged by the Company (the Management Certificate 2 and together with the Management Certificate 1, the Management Certificates).

The Management Certificate 2 states in essence that:

- “- AREIV is the legal and beneficial owner of Receivable 2;

- Receivable 2 is certain and will be due and payable on its respective due date without deduction (certain, liquide et exigible);
- AREIV is solely entitled to Receivable 2 and possesses the power to dispose of Receivable 2;
- Receivable 2 is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on Receivable 2 and Receivable 2 is not subject to any attachment;
- There exist no rights by virtue of which any person may be entitled to demand that Receivable 2 be transferred to him;
- According to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, Receivable 2 is freely transferable;
- All formalities required in Luxembourg or any relevant jurisdiction subsequent to the contribution in kind of Receivable 2 to the Company will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
- All corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of Receivable 2 to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of AREIV will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which AREIV is registered;
- Receivable 2 contributed to the Company is valued at two million five hundred forty five thousand British Pounds (GBP 2,545,000), and since the date hereof no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company; and
- All formalities to transfer the legal ownership of Receivable 2 contributed to the Company have been or will be accomplished by AREIV and upon the contribution of Receivable 2 by AREIV to the Company, the Company will become the full owner of Receivable 2 which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code."

The Management Certificates, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders resolve to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at two hundred sixty thousand nine hundred five British Pounds (GBP 260,905), represented by thirteen thousand forty five (13,045) class A shares, and two hundred forty seven thousand eight hundred sixty (247,860) class B shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, all in registered form."

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, in the name and on behalf of the Company, to the above changes.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,700.-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onzième jour de juillet.

Par devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Mabledon Holdings UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de soixante-six mille livres sterling (GBP 66.000), et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.352 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 22 octobre

2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) N° 2858 le 24 novembre 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 4 décembre 2013, publié au Mémorial, N° 791 le 27 mars 2014.

ONT COMPARU:

- AIMCo RE Holdings (Luxembourg) IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.972 et disposant d'un capital social de vingt-cinq mille livres sterling (GBP 25.000) (AREIV),

ici représentée par Annick Braquet, de résidence professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

- Norfolk Joint Venture Limited, une société immatriculée en Angleterre et aux Pays de Galles sous le numéro 08116327, et dont le siège social est établi à Norfolk House, 31 St James' Square, London SWY 4JJ, Royaume-Uni (Norfolk et avec AREIV, les Associés),

ici représentée par Annick Braquet, de résidence professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent l'intégralité des parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société par un montant de cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent cinq livres sterling (GBP 194.905) afin de porter le capital social de son montant actuel de soixante-six mille livres sterling (GBP 66.000) à deux cent soixante mille neuf cent cinq livres sterling (GBP 260.905) par voie d'émission de (i) neuf mille sept cent quarante-cinq (9.745) Parts Sociales de Classe A et (ii) cent quatre-vingt-cinq mille cent soixante (185.160) Parts Sociales de Classe B, toutes sous forme nominative;

3. Souscription à et libération de l'augmentation de capital social mentionnée au point 2. ci-dessus par un apport en nature;

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 2. ci-dessus;

5. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder, au nom et pour le compte de la Société, aux changements ci-dessus; et

6. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de renoncer aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoqués et ayant parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société par un montant de cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent cinq livres sterling (GBP 194.905) afin de porter le capital social de son montant actuel de soixante-six mille livres sterling (GBP 66.000) à deux cent soixante mille neuf cent cinq livres sterling (GBP 260.905) par voie d'émission de (i) neuf mille sept cent quarante-cinq (9.745) Parts Sociales de Classe A et (ii) cent quatre-vingt-cinq mille cent soixante (185.160) Parts Sociales de Classe B, toutes sous forme nominative.

Troisième résolution

Les Associés décident d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et les libérations intégrales de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ces faits,

(1) Norfolk, précitée et représentée déclare souscrire aux neuf mille sept cent quarante-cinq (9.745) nouvelles Parts Sociales de Classe A, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en nature consistant en une créance que Norfolk détient envers la Société d'un montant total d'un million deux cent soixante-douze mille cinq cents livres sterling (GBP 1.272.500) (la Créance 1) devant être affectée comme suit:

- un montant de neuf mille sept cent quarante-cinq livres sterling (GBP 9.745) au compte de capital social de la Société;
et

- un montant d'un million deux cent soixante-deux mille sept cent cinquante-cinq livres sterling (GBP 1.262.755) au Compte de Prime d'Emission de Classe A de la Société.

L'estimation de l'apport en nature de la Créance 1 est démontrée par un certificat émis le 9 juillet 2014, par Norfolk et reconnu par la Société (le Certificat de Gérance 1).

Le Certificat de Gérance 1 atteste essentiellement que:

- "- Norfolk est le propriétaire légal et l'ultime bénéficiaire de la Créance 1;
- La Créance 1 est certaine, liquide et exigible en date due sans déduction;
- Norfolk est le seul ayant droit de la Créance 1 et possède le droit de disposer de la Créance 1;
- La Créance 1 n'est grevée d'aucun gage ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquiescer un gage ou usufruit sur la Créance 1 et la Créance 1 n'est soumise à aucun privilège;
- Il n'existe aucun droit en vertu duquel une personne serait autorisée à demander à ce que la Créance 1 lui soit cédée;
- Selon la loi applicable et les statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance 1 est librement cessible;
- Toutes les formalités requises au Royaume-Uni ou dans toute autre juridiction concernée à la suite de l'apport en nature de la Créance 1 à la Société sera effectuée dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;
- Toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres dans le cadre de la cession de la Créance 1 à la Société, le cas échéant, ont été obtenus ou, dans le cas de Norfolk seront obtenues de la manière requise par les lois de la juridiction où Norfolk est immatriculée;
- La Créance 1 apportée à la Société est estimée à un million deux cent soixante-douze mille cinq cents livres sterling (GBP 1.272.500), et depuis la date des présentes aucun changement matériel n'est survenu qui aurait déprécié la valeur de l'apport fait à la Société; et

- Toutes les formalités pour céder la propriété légale de la Créance 1 apportée à la Société ont été ou seront effectuées par Norfolk et dès l'apport de la Créance 1 par Norfolk à la Société, la Société deviendra plein propriétaire de la Créance 1 qui sera éteinte par voie de confusion conformément à l'article 1300 du code civil luxembourgeois."

(2) AREIV, précitée et représentée déclare souscrire aux cent quatre-vingt-cinq mille cent soixante (185.160) nouvelles Parts Sociales de Classe B, sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en nature consistant en une créance que AREIV détient envers la Société d'un montant total de deux millions cinq cent quarante-cinq mille livres sterling (GBP 2.545.000) (la Créance 2) devant être affectée comme suit:

- un montant de cent quatre-vingt-cinq mille cent soixante livres sterling (GBP 185.160) au compte de capital social de la Société; et
- un montant de deux millions trois cent cinquante-neuf mille huit cent quarante livres sterling (GBP 2.359.840) au Compte de Prime d'Emission de Classe B de la Société.

L'estimation de l'apport en nature de la Créance 2 est démontrée par un certificat émis le 9 juillet 2014, par AREIV et reconnu par la Société (le Certificat de Gérance 2 et avec le Certificat de Gérance 1, les Certificats de Gérance).

Le Certificat de Gérance 2 atteste essentiellement que:

- "- AREIV est le propriétaire légal et l'ultime bénéficiaire de la Créance 2;
- La Créance 2 est certaine, liquide et exigible en date due sans déduction;
- AREIV est le seul ayant droit de la Créance 2 et possède le droit de disposer de la Créance 2;
- La Créance 2 n'est grevée d'aucun gage ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquiescer un gage ou usufruit sur la Créance 2 et la Créance 2 n'est soumise à aucun privilège;
- Il n'existe aucun droit en vertu duquel une personne serait autorisée à demander à ce que la Créance 2 lui soit cédée;
- Selon la loi applicable et les statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance 2 est librement cessible;
- Toutes les formalités requises au Luxembourg ou dans toute autre juridiction concernée à la suite de l'apport en nature de la Créance 2 à la Société sera effectuée dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;
- Toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres dans le cadre de la cession de la Créance 2 à la Société, le cas échéant, ont été obtenus ou, dans le cas de AREIV seront obtenues de la manière requise par les lois de la juridiction où AREIV est immatriculée;
- La Créance 2 apportée à la Société est estimée à deux millions cinq cent quarante-cinq mille livres sterling (GBP 2.545.000), et depuis la date des présentes aucun changement matériel n'est survenu qui aurait déprécié la valeur de l'apport fait à la Société; et

- Toutes les formalités pour céder la propriété légale de la Créance 2 apportée à la Société ont été ou seront effectuées par AREIV et dès l'apport de la Créance 2 par AREIV à la Société, la Société deviendra plein propriétaire de la Créance 2 qui sera éteinte par voie de confusion conformément à l'article 1300 du code civil luxembourgeois."

Les Certificats de Gérance, après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront attachés au présent acte pour être soumis avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier l'article 5.1 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social est fixé à deux cent soixante mille neuf cent cinq livres sterling (GBP 260.905,), représenté par treize mille quarante-cinq (13.045) parts sociales de classe A et deux cent quarante-sept mille huit cent soixante (247.860) parts sociales de classe B, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes sous forme nominative."

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder, au nom et pour le compte de la Société, aux changements ci-dessus.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 3.700.-

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, il a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32920. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108675/307.

(140129440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Mangrove IV GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 188.862.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of July.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mangrove Capital Partners S.A., a société anonyme, duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' under number B 74666,

here represented by Madia Camara, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he wishes to incorporate with the following articles of association:

Title I. - Denomination - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Mangrove IV GP S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio. The Company shall in particular act as general partner of Mangrove IV (SCA), SICAR.

The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company shall not have any industrial activity and shall not maintain any commercial establishment open to the public.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Title II. - Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital. The Company's share capital is set at twelve thousand and five hundred euros (€ 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (€ 1) each.

The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

The shares of the Company are in registered form.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares. A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Title III. - Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. At least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Title IV. - Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers. The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers. The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager. In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers. The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers. The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by the secretary, or by any two (2) managers.

Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Title V. - Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s). In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

Title VI. - Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

Title VII. - Liquidation

Art. 24. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3 paragraph 2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

Title VIII. - Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five (12,500) shares issued have been subscribed by Mangrove Capital Partners S.A., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1.100).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

The address of the registered office of the Company is set at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Mr. Thomas Goergen, born in Trier, Germany, on 8 March 1969, professionally residing at Luxembourg Investment Solutions S.A. -Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) M. Willibrord Eheses, born in Zeltingen Rachtig, Germany, on 12 April 1963, professionally residing at 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(iii) M. Hans-Jürgen Schmitz, born in Rheinbach, Germany on July 18th 1964, professionally residing at 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholders of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux juillet,

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Mangrove Capital Partners S.A., société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74666,

dûment représentée par Mme. Madia Camara, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Ladite procuration, paraphées ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'ils souhaitent constituer avec les statuts suivants:

Titre 1^{er} . - Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Mangrove IV GP S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations. Plus particulièrement, la Société devra agir en la qualité d'associé commandité de Mangrove IV (SCA), SICAR.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société ne peut pas avoir d'activité industrielle et ne peut pas maintenir d'établissements commerciaux ouverts au public.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Titre 2. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (€ 1) chacune.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales. Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale. Les parts sociales de la Société sont nominatives.

La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales. Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant les trois quarts des droits des survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

Titre 3. - Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés. L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Titre 4. - Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance. La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants. Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant. Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

Titre 5. - Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

Titre 6. - Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices. Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées. Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

Titre 7. - Liquidation

Art. 24. Liquidation. En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Titre 8. - Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales émises ont été souscrites comme suit par Mangrove Capital Partners S.A., susmentionné, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social. La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Résolutions des associés

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

L'adresse du siège social de la Société est établie au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

(i) M. Thomas Goergen, né à Trier, Allemagne le 8 mars 1969, résidant professionnellement à Luxembourg Investment Solutions S.A. - Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg;

(ii) M. Willibrord Ehses, né à Zeltingen Rachtig, Allemagne, le 12 avril 1963, résidant professionnellement au 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

(iii) M. Hans-Jürgen Schmitz, né à Rheinbach, Allemagne le 18 juillet 1964, résidant professionnellement au 31, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du comparant que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CAMARA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9389. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108679/483.

(140130568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Muzinich European Private Debt Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.286.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of May.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Muzinich European Private Debt Fund (hereafter referred to as the "Company"), a société en commandite par actions having its registered office in Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 176.286), incorporated by deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, on 19 March 2013. The articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 1242 of 17 May 2013. The articles of incorporation have not been amended since the Company's incorporation.

The meeting was opened by Maître Arnaud Cagi-Nicolau, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Maître Michel Marques Pereira, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

a. Waiver of the convening formalities;

b. Amendment and full restatement of the articles of association of the Fund in order to reflect amendments to Articles 5, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26 and 28 of the current articles of association of the Fund and to insert new articles 16, 30, 31 and 34 in order to inter alia:

- (i) introduce a provision relating to the consolidation or splitting of shares of a given Sub-Fund or Class;
- (ii) introduce an indemnification provision in case where a shareholder who does not qualify as an Eligible Investor holds shares in the Fund;
- (iii) introduce a provision dealing with the issuance of shares to the Fund's investors against a contribution in kind (subject to compliance with Luxembourg law requirements);
- (iv) specify the prerogatives of the General Partner vis-à-vis Defaulting Investors;
- (v) clarify the compulsory redemption situations and valuation of in specie redemptions;
- (vi) insert the various elements composing the liabilities of the Fund;
- (vii) align some provisions of the articles of association of the Fund with those contained in the Fund's Issuing Document;
- (viii) introduce a provision with respect to the co-management of assets;
- (ix) introduce a provision dealing with the appointment of an alternative investment fund manager;
- (x) clarify the distribution provisions;
- (xi) amend and where necessary introduce specific articles in order to comply with the requirements set out under Article 21 of the law dated 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (Article 23 of Directive 2011/61/EU) and where applicable reflect some recent legal and regulatory developments in Luxembourg; and
- (xii) delete the French translation of the articles of association in accordance with Article 26 (2) of the law dated 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended.

II. That the shareholders represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That, pursuant to the attendance list of the Company, all the outstanding shares, are present or represented, so that the meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the items of the agenda.

Then the meeting, after deliberation, unanimously resolved to take the following resolutions:

First resolution

All shareholders represented declared having had sufficient prior acknowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof in accordance with Article 22 of the articles of incorporation of the Company.

Second resolution

The meeting resolves to fully restate the articles of incorporation of the Company so that they read as follows:

“Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a société en commandite par actions (SCA) qualifying as a société d'investissement à capital variable (SICAV) - fonds d'investissement spécialisé (SIF) under the name of "Muzinich European Private Debt Fund" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The General Partner (as defined below) is entitled to determine the period for which the Compartments (as defined hereafter) of the Company are established and, if any, the terms and conditions of their prorogation.

In any case, the Company may enter into liquidation at any time upon proposition of the General Partner by a resolution of the general meeting of the shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of the articles of incorporation of the Company (the "Articles").

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as such law may be amended (the "Law of 13 February 2007").

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same district, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Compartments (as defined below), if any. The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum share capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under the Law of 13 February 2007.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate ("reverse split") or split the shares of such Sub-Fund or Class.

The initial share capital is thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-).

Art. 6. Compartments. The Company shall be an umbrella structure within the meaning of article 71 of the Law of 13 February 2007.

The General Partner may, at any time, decide to create different compartments or sub-funds (each a "Compartment"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

The shares to be issued in a Compartment pursuant to article 8 below, may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (hereinafter each a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be described in the issuing document of the Company (the "Issuing Document"). The Classes of shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series (hereinafter "Series").

The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to the investment policy determined by the General Partner for the Compartment that comprises the relevant Class, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Compartment.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the share capital shall be the total of the net assets of all Compartments and Classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 7. Form of shares. The shares of the Company shall be issued in registered form only.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the members of the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized therefore by the General Partner; in this latter case, the signature shall be manual.

The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote except to the extent their number held by a shareholder is such that they represent a whole share in which case they confer a voting right; they shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Compartment or Class of shares on a pro rata basis.

Art. 8. Classes of shares. The share capital of the Company is represented by several classes of shares (each a "Class" and together the "Classes") which shall initially be as follows:

- "Management Share": one (1) share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company;

- "shares": an ordinary Class of shares which shall be subscribed by limited shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire (s)), and which are entitled to distribution rights as further described in the Issuing Document;

The General Partner may, in the future, offer new Classes of shares without approval of the shareholders. Such new Classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing Classes of shares, including, without being limitative, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the Issuing Document shall be updated accordingly.

Any future reference to a Compartment shall include, if applicable, each class and type of share making up this Compartment and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 9. Issue of shares. The shares of the Company are exclusively restricted to institutional, professional or other well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 (the "Eligible Investors") and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Eligible Investor within the meaning of the Law of 13 February 2007. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to any such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Company of its loss of such status.

The General Partner is authorized, without limitation, to issue an unlimited number of partly or fully paid shares as determined by the General Partner within each Compartment at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued under the terms and conditions stressed in the Issuing Document.

The General Partner may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law, notably subject to a specific audit report to the extent required by law.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor") and referred to in the sales document, the General Partner has the authority, in addition to any legal remedies, to take vis-à-vis such Defaulting Investor one or several of the measures as disclosed in the Issuing Document.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class and/or in any Compartment; the General Partner may, in particular, decide that shares of any Class and/or of any Compartment shall only be offered for subscription (i) in the context of one or several closings or (ii) continuously at a specified periodicity, as indicated in the Issuing Document.

Subject to the right of the General Partner to accept subscriptions for shares for a lesser amount and unless otherwise described for each Compartment in the Issuing Document, the minimum investment and holding requirement per investor is one hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-).

Art. 10. Redemption of shares. Some Compartments are closed-ended, which means that unilateral redemption requests by the shareholders may not be accepted by the Company, other Compartments may be open-ended and other Compartments may provide for a lock-up during which unilateral redemption requests may not be accepted but which become open-ended after the end of such lock-up period, as specified for each Compartment in the Issuing Document.

However, the Company may redeem shares whenever the General Partner considers a redemption be in best interest of the Company. Redemptions will be made under the terms, conditions and procedures set forth by the General Partner as described in the Issuing Document and other sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

Notwithstanding the above, the shares subscribed by the founding shareholders (with the exception of the Management Share) at the incorporation of the Company may be redeemed at the request of such founding shareholders at their subscription price on or about the date on which shares are first issued to Eligible Investors upon the terms of the Issuing Document.

In addition thereto, shares of the Company may be redeemed compulsorily if (i) the shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007, or, more generally, (ii) when a shareholder qualifies as a prohibited person or defaulting shareholder pursuant to the Issuing Document or other sales documents, notably any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered or (iii) following a transfer of shares which has been made in breach of the Articles. Such compulsory redemption shall be made under the terms, conditions and procedures described in the Issuing Document.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 13) as of the Valuation Date (as defined in the Issuing Document), as at which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant Class of shares and, to the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of the shareholders concerned such a redemption shall be subject to a special report of the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé").

The costs of any such transfer shall be borne by the transferee.

All redeemed shares may be cancelled.

Art. 11. Transfer of shares. Shares of any Class may only be transferred, pledged or assigned with the written consent of the General Partner. Unless otherwise determined by the General Partner, any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller.

Unless otherwise determined by the General Partner, any transfer or assignment of Shares is subject to the purchaser, pledge or assignee thereof fully and completely assuming in writing, prior to the transfer, pledge or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription or commitment form entered into by the seller.

The General Partner shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an Eligible Investor.

Art. 12. Conversion. Unless otherwise is expressly foreseen in the Issuing Document as to the contrary, shareholders are not authorized to convert shares from one Compartment into another Compartment or from one Class into another within the same or another Compartment.

Art. 13. The net asset value. The net asset value of the shares of each Compartment is expressed in the currency set by the General Partner as disclosed in the Issuing Document as the "Reference Currency".

The General Partner sets the Valuation Dates, and the methods whereby the net asset value is made public, in compliance with the legislation in force.

A. The assets of each Compartment include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all debts, convertible debts as well as securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Compartment;
- all dividends and distributions payable to the Compartment either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Compartment, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- The Company's or relevant Compartment's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- The Company's or relevant Compartment's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All borrowings and bills matured and accounts payable.
- (2) All liabilities known, whether matured or not, including all matured contractual obligations that involve payments in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid).
- (3) All reserves, authorised or approved by the General Partner, in particular those that have been built up to reflect a possible depreciation on some of the Company's assets.

(4) All other liabilities of the Company, of whatever nature with the exception of those represented by shares in the Company. To assess the amount of these other liabilities, the Company shall take into account all expenditure to be borne by it, including, without any limitation the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to the investment manager(s), the custodian and correspondent agents, the administrative agent, domiciliary agent or other agents and employees of the Company, as well as the permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs for legal assistance or the auditing of the Company's annual reports, the advertising costs, the cost of printing and publishing the documents prepared in order to promote the sale of shares, the costs of printing the financial reports, the cost of convening and holding shareholders' meetings, the costs of registration statements, all taxes and duties charged by governmental authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and redemption prices as well as any other running costs, including finder fees, financial, banking and brokerage expenses incurred when buying or selling assets or otherwise and all other administrative costs as well as insurance costs, including insurance costs for the General Partner and its managers, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and /or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, the General Partner and its managers, employees and agents of the Company as well as legal, to the extent as permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

C. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a Regulated Market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner; investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA);

- the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Compartments of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Compartment would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar compartment which marks its portfolio securities to market each day;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the investment fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Compartment, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Compartment, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the Net Asset Value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as swaps, forward or option contracts not traded on exchanges or other recognized markets, will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level of volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the OTC derivative) and will be determined in good faith by the General Partner and according to generally accepted market practices and valuation methods/models. Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the OTC derivative, traded at their market value at the adjustment date;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion and as agreed with the auditor, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

Any assets or liabilities in other currencies other than the reference currency of the Company will be converted at said valuation date using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

If a Compartment holds Shares in another Compartment, in any case, as long as these Shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the Company's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the Law of 13 February 2007.

All valuation, regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles.

For each Compartment, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

In the absence of bad faith, wilful default, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

Art. 14. Allocation of assets and liabilities among the compartments. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Compartments, the General Partner has established a portfolio of assets for each Compartment in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of each security of each Compartment are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Compartment and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Compartments;

(e) upon the payment of dividends to the holders of securities in any Compartment, the net asset value of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Compartment will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Compartment. In relations between shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

Art. 15. Suspension of calculation of the net asset value. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of Shares, for one or more Compartments, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or more Compartments, is/are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Compartment's assets are unavailable, or if the value of a Compartment's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Compartment or if purchase or sale transactions of a Compartment cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Compartment cannot be promptly or accurately ascertained;

- if the Company or any of the Compartments is/are being or may be woundup on or following the date in which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or the relevant Compartment (s) are proposed;

- when the Company or any of the Compartments is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction; and

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by any investment fund in which the Company or the relevant Compartment is invested.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interests of the Shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the Net Asset Value of the Shares of a Compartment only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Compartment's behalf.

When Shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their Shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Date (the "First Valuation Date") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Compartment, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining Shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Date so that not more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Date. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Date by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the Shareholder in respect of the next following Valuation Date and, if necessary, subsequent Valuation Dates, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Date, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Dates, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Date, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, and by a publication in the press, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The above rules apply mutatis mutandis to any Class(es) of Shares within a Compartment, if relevant.

Art. 16. Co-management. The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Compartments on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Issuing Document.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 17. General partner.

17.1 The General Partner

The Company shall be managed by Muzinich European Private Debt (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner").

17.2 Removal

The General Partner may only be removed with Cause (as such term is defined in the Issuing Document) by an amendment of the Articles approved by a general meeting of the Shareholders of the Company (the "General Meeting") in accordance with article 23 below.

Art. 18. Powers of the general partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner is responsible for implementing the investment policy of the Company and its Compartments, subject to the risk diversification rules and investment restrictions set out in this Issuing Document.

The General Partner is also responsible for selecting the Depositary, the Domiciliary Agent, the Administrative Agent and Registrar and Transfer Agent and such other agents as appropriate.

The General Partner may also appoint an external alternative investment fund manager ("AIFM") within the meaning of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

Art. 19. Corporate signature. Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two managers of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 20. Liability. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 21. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of its manager or officers is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Partner who serves as a manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such

other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 22. Indemnification. The General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner, ("Indemnified Persons") will be entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law out of the assets of the relevant Compartments against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability reasonably incurred by or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Compartments or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 23. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the capital and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and (ii) the approval of a majority of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders at the meeting and (iii) the consent of the General Partner, provided however that such consent shall not be required if the General Partner is removed for Cause as set forth in Article 17.2 above.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4.00 p.m. (Luxembourg time) on the third Thursday of the month of May. If this day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next business day.

The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote.

Fractions of shares do not give their holders any voting right except to the extent their number is such that they form a whole share in which case they confer a voting right.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be the General Partner.

Art. 24. General meetings in a compartment or in a class of shares. Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class or Classes issued in respect of any Compartment or of any Class of shares must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant Compartment or Class(es) of shares concerned.

The provisions of article 23 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. The fractions of shares do not confer any voting rights upon their holders except to the extent their number is such that they form a whole share in which case they confer a voting right.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be the General Partner.

Art. 25. Termination and Amalgamation of compartments or Classes of securities. The Compartments will be liquidated at the expiration of their period of time as further described in the Issuing Document.

Furthermore, in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant Class or Classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of shares of the relevant Class or Classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Compartment or of the Class of shares concerned may continue to request redemption of their securities free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian bank of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company (the "New Compartment") and to redesignate the shares of the Class or Classes concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the New Compartment.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment or to another Compartment within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the Class or Classes of shares issued in the Compartment concerned, which must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and (ii) the approval of a majority of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders at the meeting and (iii) the consent of the General Partner. When such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 26. Financial year. The Financial Year shall be the calendar year starting on 1 January and ending on 31 December. The first Financial Year shall end on 31 December 2013.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 27. Distributions. Distributions may be made in accordance with the provisions set forth in the Issuing Document under the form of redemption of shares, dividends or otherwise, as determined by the General Partner.

Certain distributions may be subject to a clawback and the General Partner may require certain distribution to be returned to the Company as set forth by the Issuing Document.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and reverted to the Company.

No interest shall be paid on a distribution declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

The Company shall not proceed to distributions, either by way of distribution of dividends or redemption of Shares, in the event the net assets of the Company would fall below the minimum foreseen in the Law of 13 February 2007, i.e. one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-).

Within each Compartment, shares of whatever Class may be issued as capitalization shares and/or as distribution shares. The features of the shares available within each Compartment are set out in of the relevant Supplement of the Issuing Document.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time out of the investment income gains and realized capital and out of any other funds available for distribution.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

Chapter VII - Auditor

Art. 28. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the Company, which shall also fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 29. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg entity (the "Depositary") which meets the requirements of the Luxembourg laws and in particular the Law of 13 February 2007 and the AIFM Law.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007 and the AIFM Law.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

The Depositary of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in the AIFM Law. The Company hereby expressly allows the General Partner to grant such a discharge and, more generally, allows the General Partner to grant any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Chapter IX - Disclosure to Investors

Art. 30. Preferential treatment of Investors. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its appointed AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 31. Investor's information. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's Issuing Document, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's Issuing Document or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's Issuing Document or at the Company's or AIFM's registered office.

Chapter X - Dissolution - Liquidation

Art. 32. Dissolution - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

In addition and pursuant to the provisions of the Law of 13 February 2007, the liquidation of the last remaining Compartment shall result in the liquidation of the Company.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their power and compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignations, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter XI - General provisions

Art. 33. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Art. 34. Accounting. The accounts of the Company may be prepared in accordance with the international financial reporting standards ("IFRS"), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the General Partner to be the most appropriate for the Company. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the General Partner is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the General Partner to be the most appropriate

for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles.”

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, stated herewith that at the request of the above appearing persons and in accordance with article 26 (2) of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended, the present deed was worded in English.

The document having been read to the persons appearing all known by the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: A. CAGI-NICOLAU, M. MARQUES PEREIRA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juin 2014. Relation: LAC/2014/25953. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108708/660.

(140130290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Real Estate Alpha 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.996.

L'an deux mille quatorze, le quatorze mai.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme REAL ESTATE ALPHA 2 S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée sous la dénomination de MARCORY S.A., suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 11 septembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 2555 du 18 octobre 2008 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 mai 2013, publié au Mémorial numéro 2004 du 19 août 2013.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, employé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Madame Solange Wolter-Schieres, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital social d'un montant total de EUR 50.000 (cinquante mille euros) par versement en espèces et par émission de 5.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune. Le capital est ainsi porté de son montant actuel de EUR 160.000 (cent soixante mille euros) à un montant de EUR 210.000 (deux cent dix mille euros).

2) Souscription et libération des 5.000 nouvelles actions ainsi créées

3) Modification subséquente de l'article 5 des statuts

4) Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cinquante mille Euros (EUR 50.000,-) pour le porter de son montant actuel de cent soixante mille Euros (EUR 160.000,-) à deux cent dix mille Euros (EUR 210.000,-), par émission de cinq mille (5.000) actions nouvelles ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune.

Souscription et libération

Les cinq mille (5.000) actions nouvelles sont souscrites par l'actionnaire unique la société SGG S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412, route d'Esch,

ici représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, prénommée, en vertu de la procuration dont mention ci-avant.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces de sorte que la somme de cinquante mille Euros (EUR 50.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital souscrit est fixé à EUR 210.000,- (deux cent dix mille Euros), représenté par vingt et un mille (21.000) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de EUR 1.500.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 mai 2014. Relation: LAC/2014/24026. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105280/65.

(140125741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

SK-MAT S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9910 Troisvierges, 1, rue de la Laiterie.

R.C.S. Luxembourg B 144.212.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105348/10.

(140125254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Odyssey Financial Technologies S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 29.500.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 51.921.

EXTRAIT

Par résolution de l'associé unique prise en date du 11 juillet 2014, l'actionnaire unique de la Société a décidé de renouveler PricewaterhouseCoopers, Société coopérative (anciennement PricewaterhouseCoopers S.à r.l.) dans son mandat de Réviseur d'entreprises agréé pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Le Mandataire

Référence de publication: 2014109793/16.

(140131287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.